

1 - 16
février
1999

n° 108

cinquième
année

CAMBODGE NOUVEAU

Politique · Economie · Finances

DANZAS
The Worldwide Transportation Network

5 ans
sur le terrain...
700 Agences
dans le Monde

Tel / Fax : 023 216 723 - 362 960
E-Mail : dzkh@Bigpond.com.kh

patience
et longueur de temps ...

Aucun doute : l'ambiance est bonne, à trois semaines de la réunion du Groupe Consultatif à Tokyo.

Comme se reprochant d'avoir été trop sévères, d'avoir puni lorsqu'il fallait au contraire comprendre et assister, les bailleurs de fonds vont à Tokyo dans les meilleures dispositions.

Il est possible que la crise asiatique y soit pour quelque chose. On y a appris à se défier d'une approche trop strictement financière des choses. A distinguer entre des remèdes forts, à effet rapide, efficaces pour le Japon, la Corée du Sud par exemple, et des potions plus douces, sur une durée plus longue pour des pays comme le Cambodge.

Donc l'aide étrangère va retrouver un bon, peut-être un très bon niveau. Pour la mériter, le gouvernement multiplie les efforts. Hun Sen délègue une partie importante de ses responsabilités. Il abandonne son poste à la tête des forces armées. Il attaque le dossier des forêts, celui de la démobilisation, exprime sa volonté de lutter contre la corruption et en donne des signes concrets, achève la disparition finale des khmers rouges, appuie le projet de procès, favorise les efforts en faveur des droits de l'Homme, ...

Tout cela n'est-il que leurres et façade ? Le leader de l'opposition Sam Rainsy dénonce "une campagne de relations publiques pour convaincre les pays donateurs", et dresse la liste de ce qui ne va pas : pauvreté générale, déforestation continue, corruption, manque de transparence, salaires misérables des enseignants et des fonctionnaires en général ...

C'est vrai, mais, comme nous le disait récemment Son Chhay, député du Parti Sam Rainsy, il est encore trop tôt pour condamner : laissons au moins six mois au gouvernement ...
C.N.

La réunion du G. C. à Tokyo se présente bien – on prévoit une aide de 450 à 550 millions de dollars par an pendant trois ans – le FMI va revenir – Paul Matthews : les quatre dossiers sensibles.

La prochaine réunion du Groupe Consultatif, c'est à dire les bailleurs de fonds, organismes multilatéraux et pays, à Tokyo, les 25 et 26 février, se présente bien : c'est le constat unanime de tous les spécialistes qu'a rencontrés Cambodge Nouveau : Paul Matthews représentant permanent de l'ONU au Cambodge (voir son interview p. 3), R. Natarajan chef de la mission de la Banque Mondiale, Hamadi Hamdi, senior economist au Conseil pour le Développement du Cambodge (CDC), et un conseiller du ministre de l'Economie et des Finances du Cambodge.

la réunion du GC à Tokyo se présente bien

L'opinion générale, nous dit Hamadi Hamdi, est que le Cambodge a fait de gros efforts, il est juste de le reconnaître, pour répondre aux demandes des bailleurs de fonds. Il donne des signes concrets de sa volonté de réaliser le programme qu'il a défini, y compris dans les domaines sensibles comme les forêts, l'armée, ...
Il n'y a donc plus de raisons de

La Banque Mondiale, organisme neutre, indépendant, le plus important donateur multilatéral, qui a l'expérience de mobiliser des fonds en faveur de plus de 50 pays, a été choisie pour organiser et présider la réunion de Tokyo. C'est elle aussi qui a préparé le rapport annuel sur la situation du Cambodge qui servira de base aux discussions. Pour elle, ces discussions porteront principalement sur quatre points : - la collecte des impôts et taxes; - la gestion des forêts; - l'administration; - la démobilisation.

le sanctionner. Au contraire, bien loin de le sanctionner, il faut l'encourager à continuer, il faut aider le pays à poursuivre son redressement. Il est très probable que l'assistance va retrouver le niveau qui a précédé les "événements", peut être même le dépasser.

le FMI va revenir

Le FMI, qui avait fermé son bureau de Phnom Penh en novembre 1996 (à cause de l'inertie du gouvernement concernant la gestion des forêts), après plusieurs semaines de réunions, devrait revenir très prochainement, convaincu par les engagements du gouvernement. On va pouvoir reprendre les négociations sur les concours financiers. Un nouveau climat apparaît, moins sévère pour les faibles, plus proche du partenariat avec un Cambodge dont on reconnaît mieux les mérites. La réunion du 27 janvier, qui a traduit cette ambiance nouvelle, peut être considérée comme un prélude à la réunion de Tokyo.

435 millions de dollars par an c'est possible

On parle de 1,3 milliard de dollars sur 3 ans : "c'est possible, c'est raisonnable, mais avancer ce chiffre est prématuré", estime l'un de nos interlocuteurs. "On ne peut rien prévoir de précis avant la réunion elle-même. 435 millions de dollars par an, c'est à peu près ce que consume actuellement le Cambodge en aide extérieure. C'est à ce chiffre qu'aboutissent les calculs de la Banque Mondiale, synthétisés dans sa "Public Expenditures Review" après une enquête de 9 mois.

Ce chiffre est global : il com-

prend les programmes en cours comme les engagements nouveaux.

435 millions de dollars par an, c'est aussi le montant que demande le gouvernement cambodgien après ses propres travaux :

Chaque ministère a, en trois mois, identifié ses besoins et (comme on ne peut pas tout réaliser) établi des priorités. Le CDC a fait la synthèse et réparti les besoins en : - investissements par secteurs; - assistance technique et aide à la formation; - appui budgétaire en cash; - appui à la balance des paiements (réserves de devises à la Banque nationale).

La cinquième forme de l'aide extérieure, l'aide humanitaire, réalisée par les ONG, gérée différemment, n'est pas planifiable (elle dépend, par exemple, d'un désastre éventuel).

un programme clair et courageux

A Tokyo, à partir de ces travaux préalables, explique Hamadi Hamdi, le gouvernement va présenter dans des documents détaillés sa politique globale et sectorielle.

On connaît les grandes lignes de cette politique : Hun Sen a établi un programme clair et courageux, concernant l'administration, l'armée, le renforcement de l'état de Droit, les institutions, le changement des mentalités, ... "C'est un très bon papier, le travail du gouvernement est remarquable", nous dit l'un de nos interlocuteurs.

[Le programme du gouvernement a été publié dans cn n° 104, 105, 107].

Cette présentation générale se traduira par des demandes concrètes, chiffrées.

On ne peut pas prévoir pré-

(suite page 2)

A l'intérieur

Avant la réunion de Tokyo

la réunion se présente bien

interview : Paul Matthews

bons signes, mauvais signes

pp. 1 - 2

pp. 3 - 4

pp. 3 - 4

Confection : Van Su leng

Procès des k.r. : Moeung Sonn

Polders de Prey Nup

Livres

p. 5

p. 5

pp. 6 - 7

p. 8

avant la réunion du Groupe Consultatif à Tokyo

(suite de la page 1)

cisément, avant Tokyo, quelles seront les réponses des donateurs aux demandes. Encore moins prévoir précisément la répartition de l'aide par secteurs et par donateurs. C'est justement le rôle de la réunion du GC de réaliser ces ajustements.

De toutes façons il ne s'agira à Tokyo que d'intentions : les engagements ayant valeur légale, portant sur des montants et sur un calendrier précis, interviendront ensuite, après discussions.

les critères des bailleurs de fonds sont très peu politiques

Les critères des bailleurs de fonds ne sont que très partiellement politiques, rappelle Hamadi Hamdi.

Pour l'ONU, le niveau de l'aide dépend de ses propres ressources, du nombre d'habitants du pays aidé, de l'état de la pauvreté Pour la Banque Asiatique de Développement, qui finance surtout les infrastructures, le critère est surtout la capacité d'absorption du pays aidé. Comme il s'agit d'investissements lourds (routes, ...), il n'y a pas de soudains changements de rythme; peut-être y aura-t-il à Tokyo un ren-

forcement de l'aide de la BAD. Même chose pour la Banque Mondiale : les programmes de 1997-98 seront poursuivis. Et même chose pour l'Union Européenne.

Les variations dans les versements sont dus plus souvent à des causes techniques, administratives, soit chez le donateur soit chez le receveur, qu'à des raisons politiques.

En gros, on peut estimer que les tendances, et la répartition entre donateurs, resteront les mêmes :

- l'aide bilatérale représente environ 50 % du total;
- l'aide multilatérale (Banque Mondiale, Nations Unies, Union Européenne, Banque Asiatique de Développement, FMI) 40 %;
- les ONG 10 %.

l'aide va retrouver, peut-être dépasser, le niveau d'avant la crise

1997 : coup de frein : la baisse effective de l'aide extérieure au Cambodge a été de 27 %, pour l'année, par rapport à 1996.

Il faut observer que cette forte diminution n'est due que partiellement à des facteurs politiques et en particulier aux événements de juillet 97. Elle est surtout l'effet du retrait, bien antérieur, du FMI, correspondant à 40 millions de dollars par an. Ce retrait du FMI a incité certains do-

nateurs à interrompre leur aide budgétaire: Japon, Banque Mondiale, ...

Mais les autres aides ont été poursuivies. La France a poursuivi ses programmes. Les Etats-Unis ont stoppé l'aide "non-humanitaire", mais elle n'est qu'une faible partie de leur aide. L'aide humanitaire, à travers les ONG, a été continuée et les Etats-Unis au total ont très peu freiné.

La diminution de 1997 est aussi l'effet du ralentissement, ou de l'arrêt, de projets à cause de l'insécurité (certains experts ont été rapatriés), de retards dans les décisions, d'hésitations ... Au total, il n'y a pas eu de diminution brutale de l'aide extérieure.

En 1998, l'aide n'était plus en retrait que de 19 % par rapport au niveau de 1996.

En 1999, si la tendance nouvelle est confirmée à Tokyo, l'aide devrait retrouver au moins son niveau de 1996 et pourrait le dépasser. Les estimations vont de 450 à 550 millions de dollars par an pour les trois prochaines années.

une aide très surveillée ...

Une autre observation : 70 à 80 % de l'aide extérieure ne transite pas par le gouvernement. Il s'agit de salaires à des experts, de matériel, etc ... vers directement pas les donateurs aux "acteurs". Exemples : la route 4

réalisée par les Etats-Unis, le pont sur le Mékong réalisé par le Japon, ... : pas un dollar ne peut être détourné. Il en est de même pour les programmes de l'ADB, de la Banque Mondiale, de l'Union Européenne, etc ... étroitement surveillés, avec appels d'offres, dépenses par tranches successives, contrôles à chaque étape, ... L'aide budgétaire elle-même obéit à des critères stricts.

"C'est une fausse image que certains veulent donner du Gouvernement en parlant de détournements de l'aide extérieure. Une bonne partie de l'aide va aux plus pauvres. Elle prépare l'avenir du Cambodge" insiste Hamadi Hamdi.

croissance 1999 : 4 % ? 7 % ? 2 % ?

Pour les investissements privés : le gouvernement table sur un flux de 500 millions de dollars qui permettrait de retrouver le rythme de croissance de 7 à 8 % qui était celui des années 1995-1996. "La question-clé est celle de la stabilité politique : elle est là maintenant. Même avec la crise asiatique, c'est possible", estime H. Hamdi.

Le ministère des Finances est plus réservé, prévoyant pour 1999 une croissance de 4 %. Chiffre encore trop élevé pour certains, la croissance réelle devant se situer plus près de 2 % selon eux (cn 105).

Fourchette

Si les ressources propres du Cambodge étaient mieux collectées, les revenus de l'Etat augmenteraient de 80 millions de dollars par an, estime le ministère des Finances. Elles augmenteraient de 220 millions estime la Banque Mondiale.

De toutes façons, c'est beaucoup au regard de ce que "consomme" le Cambodge : environ 435 millions d'aide internationale par an. Le "manque à gagner", les recettes supplémentaires que fournirait un système de recettes plus performant représentent entre un cinquième et la moitié de l'aide internationale.

Une meilleure collecte des ressources propres du Cambodge a plusieurs aspects : élargir l'assiette de l'impôt, diminuer l'évasion fiscale, canaliser les recettes des forêts, mieux collecter les recettes non fiscales (visas, "domaine", ...), supprimer les exonérations, ...

Il faut collecter mieux, mais mieux dépenser aussi, souligne la Banque Mondiale. Un remarquable travail est réalisé au niveau du budget. Mais il faut ensuite exécuter ce qui a été décidé. S'il y a d'énormes dérivations au niveau de l'exécution, les objectifs en matière d'Education, de Santé, d'Infrastructures, ... ne peuvent pas être atteints.

Il y a là, correspondant aux efforts de la communauté internationale, un gros effort à fournir par les Cambodgiens.

Il faut d'une façon générale réduire le poids de la Défense et de la Sécurité, réorienter les dépenses vers le développement économique et le social.

C'est une évolution déjà en cours. Défense et Sécurité représentaient 7 % du PNB en 1996. On est à 3,5 % environ actuellement. L'objectif est 3 %, niveau considéré comme normal.

De même, l'évolution récente dans le domaine de la gestion des forêts est généralement considérée comme encourageante.

A PROPOS

grève des enseignants

Le 25 janvier les professeurs de l'enseignement supérieur de Phnom Penh se sont mis en grève pour obtenir une augmentation de salaires. Ils demandent plus de 300 dollars par mois; le gouvernement a proposé une augmentation de 5 \$ le 15 janvier.

Cette grève était bien prévisible. Un spécialiste mettait en garde dans un article paru en novembre dernier :

"Attention : les familles sont à la limite de leurs possibilités.

On risque un mouvement de déception menant à la déscolarisation. Et les enseignants : combien de temps tiendront-ils avec 20 dollars par mois alors qu'il en faut 50 en province et 100 à Phnom Penh pour nourrir une famille ?" (cn 103).

Les 5 dollars proposés par le gouvernement ne font que compenser à peu près la disparition de l'indemnité de formation à distance que touchaient les maîtres dans le cadre du PASEC (cn 103) et qui a disparu.

La grève est moins résolue en province: les enseignants ont souvent une petite activité agri-

cole complémentaire et s'entirent moins mal que ceux de certains quartiers pauvres de Phnom Penh.

CEDOREK

Créé en 1978 à Paris par Nouth Narang, le Centre de Documentation et de Recherche sur la Civilisation Khmère, reprend son activité : édition, publications (*Seksa Khmer, Kaun Khmer*), séminaires, centre de documentation et de recherches, manifestations artistiques, aide à la restauration de monuments, et développement du réseau de maisons de la culture

(cn 82). L'idée générale : rétablir le lien entre les Khmers et leurs origines, renforcer l'identité khmère.

APSARA

L'ex-ministre d'Etat Vann Molyvann a été nommé par kret royal fin janvier président et directeur général de l'établissement public à caractère administratif APSARA, créé par un autre kret Royal (selon la définition du statut juridique des établissements publics à caractère administratif, kret du 31.12.1997).

Il n'est plus question dans le

Avant la réunion du Groupe Consultatif à Tokyo Paul Matthews

Représentant Permanent de l'ONU au Cambodge
et Coordinateur du Programme des Nations Unies
pour le Développement (PNUD)

Il ne faut pas penser que tout dépend de la prochaine réunion à Tokyo du Groupe Consultatif. Il y a quelque chose de rituel dans ces réunions des bailleurs de fonds. Elles permettent aux pays donateurs de faire le point ensemble sur la situation d'un pays, mais il ne faut pas trop en attendre. Pour les flux d'assistance au Cambodge, on observe que dans plusieurs cas les décisions sont déjà prises. Les Suédois par exemple viennent d'annoncer 20 millions de dollars pour deux ans, les Japonais ont signé des accords, la Banque Asiatique aussi, ... Pour ce qui concerne le PNUD, nos programmes courent de toutes façons. Ils sont axés surtout sur les secteurs sociaux et ont des horizons plus lointains. Nos décisions immédiates ne dépendent donc pas de Tokyo, mais bien évidemment on va tenir compte de ce qui se dira à Tokyo, et cela influencera nos décisions futures.

Tokyo : une réunion pour faire le point

Le plus important de la réunion du CG est qu'elle permettra de faire le point, ensemble, sur la situation actuelle au Cambodge, sur les tendances, sur les préoccupations de la communauté des donateurs, et d'en faire part aux instances cambodgiennes, dans une ambiance neutre. Dans le cas du Cambodge, où le pays est tellement dépendant des assistances extérieures, cela représente en effet une circonstance importante.

dans les couloirs : la stabilité politique, et le procès

Le Groupe Consultatif présidé par la Banque Mondiale met évidemment l'accent sur l'aspect financier et économique des choses. Mais on ne peut pas éviter d'aborder l'aspect politique. En arrière-plan, on verra un intérêt très fort pour ce qui concerne la stabilité du pays, pour la politique suivie par le nouveau gouvernement. La question d'un tribunal pour juger les khmers rouges sera certainement discutée dans les couloirs, sinon à la réunion elle-même.

A mon avis personnel, concernant cet éventuel procès, je pense que Hammarberg a raison : il faudrait un procès limité à une période de quatre ans, mais cela n'empêche pas qu'au cours du procès on discutera de la situation qui a créé cette période; et pour la période suivante, des problèmes posés par la réaction de certains.

La question des bombardements américains est quand même très importante; la situation au Vietnam a certainement fortement contribué à l'ascension des khmers rouges; et le fait que Sihanouk chassé par Lon Nol ait rejoint les khmers rouges ... : il est évident que l'on ne peut pas isoler complètement les quatre années khmères rouges, je partage complètement l'avis de Samdech Hun Sen sur ce point. Mais je pense que pour ce procès il faut mettre l'accent sur les quatre ans de régime khmer rouge; le reste sortira à cette occasion.

les quatre dossiers sensibles

- **finances : les recettes.** La communauté internationale ne peut pas accepter que chaque année le Cambodge demande une contribution de milliards de dollars. Il faut prévoir que ses besoins diminueront, prévoir une "exit strategy" comme on dit en anglais.

Pour y arriver, il faut prévoir, sur une période de 5 ans, 10 ans, une augmentation des revenus de l'Etat. Actuellement ces revenus sont parmi les plus bas du monde, autour de 8 % du PNB. Même dans des pays comparables, le Vietnam, le Bangladesh, l'Inde, qui ont des revenus par tête voisins, c'est de 16 à 22 %. On ne peut pas dire "le Cambodge est pauvre", et s'en tenir là. C'est une question de volonté, et ce sera un point fondamental à Tokyo : que va faire le gouvernement pour répondre à cette question-là ?

- **finances : la réallocation des fonds** vers les secteurs sociaux et les secteurs productifs, Agriculture, Education, Santé, ... et la diminution, en pourcentage au moins, des montants destinés à la Défense, constituent l'autre aspect du dossier financier. Il faut opérer un basculement des secteurs non productifs vers les secteurs productifs.

Et puis il faudra absolument changer la répartition géographique des investissements. En province il n'y a pas d'électricité, on manque d'eau, on manque d'écoles et de maîtres, de système sanitaire, ... Pour renverser tout cela il faut freiner les intérêts puissants de l'armée et réorienter les efforts et les investissements vers le peuple en général.

démobilisation : pas trop vite !

- **la démobilisation** : il est vrai qu'il faut démobiliser les effectifs en surnombre. Mais dans ce

domaine il me semble qu'il ne faut pas aller trop vite, pour éviter des problèmes de chômage et de banditisme.

Ce que l'on doit faire tout de suite c'est chercher des emplois pour les soldats, des emplois productifs comme l'entretien et la réparation des routes qui sont en très mauvais état. On a là une véritable "armée" de gens capables de travailler et formés à la discipline.

En même temps il faut les préparer, dans le cadre militaire, par des cours sur la santé, l'hygiène, le sida, on peut leur donner une formation sur les droits de l'Homme, ... et les démobiliser avec, on peut espérer, une petite formation.

On peut aussi envisager d'utiliser ces gens sur des plantations, je suis personnellement de cet avis.

Certains craignent qu' alors ils n'ait pas véritablement démobilisation, ils craignent que se constitue une sorte de "réserve militaire", ... Mais à mon avis au bout de quelques années les gens s'installeront, les enfants iront à l'école, ils se convertiront en civils.

J'ai visité la plantation de palmiers à huile de Mong Reththy, c'est très intéressant. Ce qu'il fait pour les squatters on pourrait le faire pour des soldats. Un aspect de la question, c'est que pour des plantations d'hévéas, de palmiers à huile, ... on pourrait justifier des crédits à moyen terme.

quel Etat, et quelle administration veut-on ?

- **la réforme administrative**

On dit qu'il y a trop de fonctionnaires, comme pour les forces armées. Mais ce n'est pas la même chose. Il faut d'abord savoir quel rôle doit avoir l'Etat. Les dirigeants ne se sont pas déclarés là-dessus. Veut-on un Etat très fort comme dans les Etats socialistes, comme en

(suite page 4)

A PROPOS ...

texte de la cité hôtelière.

FEMC/EFEQ

Le Fonds pour l'Edition des Manuscrits du Cambodge, animé par Olivier de Bernon, membre de l'Ecole Française d'Extrême Orient, quitte les deux pagodons proches de la Pagode d'Argent dans l'enceinte du Palais Royal et pourrait s'installer dans des locaux plus vastes dans le vat Unalom. Un centre de documentation avec consultation des micro-films pourrait y être créé.

crise asiatique

Le pire de la crise semble maintenant dépassé : au Japon les mesures vigoureuses semblent efficaces, la consommation repart un peu. La Chine pourrait avoir une croissance de 7 % en 1999, comme en 1998, le risque d'une dévaluation du Yuan semble écarté. La Corée du Sud aura en 1999 une croissance largement positive. La situation s'améliore en Thaïlande et aux Philippines.

Reste incertaine la situation en Malaisie, et inquiétante à cause des troubles sociaux celle de l'Indonésie, où le PIB a chuté de

14 % en 1998.

errata et précisions

Il s'agit bien du conseil du Trône dans la Constitution en vigueur, et non du conseil de la Couronne : l'erratum paru dans *cn 107, p. 2*, n'était donc pas justifié. Le texte "Une alternative au Sénat", paru dans *cn 106*, qui propose que Samdech Chea Sim soit nommé président du conseil du Trône, n'était pas fautif.

hévéaculture

Dans l'article sur L' Hévéaculture, *cn 107, p. 5*, les titres des

deux encadrés coupes d'hévéas et plantations nouvelles ont été intervertis.

Les coupes dans les plantations d'Etat ont concerné en 1998 355,7 ha, selon les statistiques de la DGPH, et les plantations nouvelles 1121,13 ha.

palmiers à huile

Dans l'article sur la Plantation Mong Reththy de palmiers à huile (*cn 107, pp. 5-6*) la légende de la carte est incomplète :

- les plantations réalisées en 1997, soit 500 ha, sont représentées par de gros points;

(suite page 4)

Paul Matthews

(suite de la page 3)

Europe ? Ou un Etat faible comme aux Etats-Unis où l'on déteste son intervention ? Il faut d'abord définir le rôle du gouvernement et des fonctionnaires. Ensuite, il faut reconnaître qu'il y a ici beaucoup de fonctionnaires dont le rendement est très bas. Mais à l'époque ces gens ont bien servi le pays. Après le départ des Vietnamiens, il n'y avait personne, on a pris des gens un peu partout, que l'on payait avec un kilo de riz; les mettre à la porte maintenant, c'est trop dur.

Le FMI dit qu'il faut s'en débarrasser, qu'il faut diminuer leur nombre de 20 %. Pour moi ça n'a pas de sens. Il faut savoir de combien on a besoin et à quels niveaux; et qui sont les gens en place, de quoi ils sont capables, et faire un tri, voir lesquels sont capables d'un meilleur rendement ... On parle déjà d'un fonctionariat à deux niveaux : on continuerait à payer les gens 18 dollars par mois, et les meilleurs, on les paierait mieux et l'on exigerait d'eux un vrai travail. Dans ce sens, il faut réformer l'administration.

les forêts, la pêche : des tests décisifs

- les forêts, la pêche

Le problème de la déforestation, on en a déjà beaucoup parlé. Il faut y ajouter la pêche : on est en train d'entamer gravement le capital de poissons que possède le Cambodge, et il ne faut pas oublier que le poisson fournit 60 % des protéines consommées par les Cambodgiens.

A mon avis, la façon dont le gouvernement va traiter ces problèmes d'environnement c'est le test décisif, la pierre de

toucher qui permettra de juger du sérieux de son engagement. Au total, je suis plutôt optimiste. Mais pas aveuglément. Je sais que la paix est fragile.

on réussira à condition que ...

On a maintenant un gouvernement, avec un seul leader, les grands défis sont reconnus, et il existe des programmes bien élaborés.

Je pense qu'au niveau le plus élevé Hun Sen comprend très bien les préoccupations de la communauté internationale. Son discours du 22 octobre à Chaktomuk, celui du 30 novembre pour l'ouverture de l'Assemblée nationale, reflètent clairement les soucis des pays donateurs. Il sait très bien ce qu'il faut faire.

La question est : fait-il tout cela pour faire plaisir aux donateurs ? Ou le fait-il pour le Cambodge ?

On peut aussi s'interroger : même s'il s'engage, se fera-t-il obéir ? Il dépend de ses généraux, de ses hommes d'affaires, et les mesures exigées par la communauté internationale vont certainement se heurter aux intérêts de ces deux groupes. Les paroles de Hun Sen vont-elles se traduire en pratique ? C'est cela surtout la question.

Si l'on peut ou convaincre, ou obliger ces intérêts très forts à penser à plus long terme, pas seulement à demain, alors on pourra réussir.

Sinon, alors je suis beaucoup moins optimiste ...

**Cambodge
Nouveau**
Ne copie personne
Ne le copiez pas !
Citez - le !

bons signes, mauvais signes forêts, déchets toxiques, et Sénat

Signe de la volonté du gouvernement de mettre de l'ordre dans la machine économique : la suppression de 3 contrats forestiers décidée lors du Conseil des ministres du 15 janvier. Les 3 compagnies concernées :

- *Choon Hing Cy*, qui avait une concession de 37 350 ha dans les provinces de Kratie, Monduliri et Preah Vihear;

- *Thai Boon Rong Cy*, 416 700 ha dans les provinces de Kratie et Monduliri;

- *Pacific Craft Cy*, 14 547 ha dans la province de Stung Treng.

Ces compagnies n'ont pas respecté le contrat, elles n'ont pas mené d'activités dans les délais prévus (les contrats expiraient en avril 1998). Dans une résolution signée le 18 janvier par Hun Sen il est également décidé que le gouvernement n'accordera aucune compensation aux compagnies; et que les forêts en question seront considérées comme réserves forestières.

On peut faire plusieurs observations à ce sujet :

- il ne s'agit pas encore de ralentir l'exploitation des forêts : les compagnies sont sanctionnées non pour avoir trop coupé, mais pour n'avoir pas coupé.

- il est intéressant de noter dans les compagnies sanctionnées le nom de Thai Boon Rong. Ainsi l'homme d'affaires bien connu ne serait pas "intouchable" ? Il pourrait y avoir là le signe d'une évolution importante : bien des observateurs s'interrogent sur le pouvoir réel du Premier ministre face à certains pouvoirs non-officiels;

- on peut aussi poser la question : pourquoi ces concessions n'ont-elles pas été exploitées ? Commentaire de *Koh Santepheap* : c'est que les concessionnaires souhaitaient seulement les revendre, ils n'étaient que des spéculateurs. Une raison plus probable : les coupes

clandestines sont telles qu'elles découragent les concessionnaires d'exploiter eux-mêmes. Les pistes et les routes que les compagnies tracent à leurs frais profitent surtout aux clandestins. La concession n'est alors plus rentable.

Avec cette annulation de contrats forestiers, la destruction de 19 scieries clandestines déclarée par le Directeur des forêts Ty Sokhun (*Cambodia Daily* du 4.2.) le signal donné par le gouvernement est incontestablement encourageant. Mais on n'est pas encore à la "mise à plat" de tous les contrats existants. On reste loin d'un vrai contrôle de l'Etat sur la gestion des forêts.

déchets toxiques

Un autre dossier : celui des déchets toxiques de Sihanoukville. Le gouvernement était bien parti en déclarant que les coupables seraient punis, à quelque niveau qu'ils soient. Mais que voit-on en réalité ? On a arrêté de petits exécutants, l'enquête, confiée à une petite commission, n'aboutit à rien ni à personne; des papiers auraient été perdus ... On devine la main du parti dans cette histoire, estime un observateur de la politique cambodienne. Où sont la transparence et la justice ? Voilà que l'image du gouvernement se rennoircit. Au Vietnam, remarque notre observateur, on a fait des exemples, on a emprisonné et même exécuté de hauts responsables. Au Cambodge, non, il reste des complicités aux plus hauts échelons. Le Premier ministre en est conscient, mais fera-t-il le ménage ?

le Sénat

La dispute sur les pouvoirs du Sénat, c'est un mauvais signe : Ranariddh cherche à revenir sur l'accord de novembre. En échange du poste de président de l'Assemblée nationale, et de

(suite page 5)

A PROPOS ...

- les plantations réalisées en 1998, soit 1200 ha, sont représentées par de petits points;
- les plantations prévues pour 1999, 1500 ha, sont représentées par des hachures;
Le futur moulin à huile figure sous forme d'un rectangle, à peu près au milieu de la carte. Les maisons des "squatters" sont figurées de part et d'autre de la route direction Phnom Penh.
Quelques précisions :
- les quatre investisseurs associés fournissent du cash. Pour

la technique de plantation, c'est une agence malaisienne qui en est chargée. On peut faire 24 récoltes par an, deux par mois.
- l'hôpital et les écoles existaient avant l'arrivée des squatters. Ils ne suffisent plus, il va falloir maintenant en construire d'autres.

- le vice-Gouverneur de Phnom Penh Chea Sophara aide effectivement à la construction des maisons pour les squatters, mais, dit M. Mong Reththy, "je voudrais qu'il m'aide à trouver des finances, des emprunts bancaires, pour que les squatters puissent planter des

palmiers; moi je fournis la technique". La plantation Mong

Reththy jouxte en partie les palmiers de Prey Nup (dans ce n°).

**CAMBODGE
NOUVEAU**
le journal
des
dépenseurs
votre
meilleur
investissement

Cambodge Nouveau
Bi-mensuel
Politique, économie, Environnement

directeur de la publication Chea Savuth
Rédacteur-en-chef Alain Gascuel
Mise en pages : Pen Mary
Impression CIC Centre Informatique
du Cambodge

58 rue 302 BP 836 Phnom Penh

CAMBODGE NOUVEAU
est vendu sur abonnement seulement
exemplaire gratuit sur demande
tel 023 214 610 mob 012 803 410

Confection

un entretien avec M. Van Su leng

Président du GMAC,

Association des Industriels de la Confection

En 1999, je prévois une diminution du nombre des nouvelles créations d'usines de Confection. Pour trois raisons :

- l'imposition de quotas par les Etats-Unis. L'accord final est que les importations américaines de produits de Confection en provenance du Cambodge seront plafonnées, avec toutefois une augmentation de : 6 % par an pour tous les produits; sauf pour les produits en laine : 1 % d'augmentation seulement.
- L'absence de quotas était pour les investisseurs le facteur d'attraction principal.
- la crise asiatique;
- la fiscalité.

la fiscalité

Le 1 % sur le chiffre d'affaires contre lequel nous avons lutté, parce qu'il frappe tout le chiffre d'affaires alors que notre valeur ajoutée n'est que de 20 à 25 %, et que ce 1 % porte ainsi pour 75 % sur des matériaux importés, nous pouvons l'absorber, au fur et à mesure de l'augmentation de notre activité. Mais **la TVA à 10 %** risque de contraindre des usines à fermer. A l'importation, ce qu'on appelle "TVA", frappe à 10 % un ensemble composé de : factures des matériaux achetés à l'étranger (tissus, fils, boutons,

...), + transports + assurances, + 35 % de droits de douane. Ces 10 % payés à l'Etat sont normalement récu-pérés sur l'acheteur. Comme les industriels de la Confection ne vendent pas sur le marché local, mais exportent la totalité de leur production, ils ne peuvent pas répercuter ces 10 % (à l'exportation le taux de TVA est zéro). Ils la récupèrent sur l'Etat.

pas de TVA ...

Ce que demande la profession, c'est qu'au lieu de payer à l'Etat ces 10 % de TVA à l'importation, et de les récupérer ensuite, une opération qui demande des mois ou des années, qui est une porte ouverte à la corruption et aux extorsions, qui représente de l'argent immobilisé, l'Etat fasse crédit aux entreprises de cette TVA, pendant 3 mois par exemple, le temps que les produits finis soient exportés. La confrontation des documents permettra de voir la différence entre les importations et les produits exportés, et l'on pourra

vérifier que toute la production étant exportée, il n'y a pas lieu de payer la TVA.

Le gouvernement, par l'intermédiaire du Premier ministre, nous a donné son accord. Nous que le ministère de l'Economie et des Finances mette rapidement en place un mécanisme pour concrétiser ce nouveau support à l'industrie textile.

Nous souhaitons que notre profession soit consultée par les ministères concernés pour toute réglementation future concernant nos exportations, et qu'on ne soupçonne pas toujours nos industriels.

A notre avis, le ministère de l'Economie et des Finances est trop préoccupé par la fiscalité et pas assez par le développement économique.

L'industrie de la Confection représente des investissements, des emplois et des exportations, c'est à dire tout ce dont l'économie du Cambodge a besoin. C'est cela qu'il faudrait reconnaître. Dans tous les pays du monde on subventionne les exportations !

... plutôt un dépôt sur 5 ans

Comme nous comprenons bien que l'Etat a besoin de ressources, nous proposons le système suivant : tout investisseur au Cambodge qui serait

exonéré d'impôts déposerait une somme, par exemple 100 000 dollars, pendant 5 ans. Ensuite la somme lui serait remboursée.

grèves

et conditions de travail

Il y a eu dans le passé des grèves avec des manifestations très voyantes, parce qu'elles étaient politisées.

Maintenant, le dialogue a fait beaucoup de progrès. On discute, et les problèmes sont réglés dans la demie-journée.

Pour les conditions de travail, il est vrai qu'elles doivent s'améliorer. Les patrons, qui sont divers, en sont conscients. Ces conditions s'améliorent à mesure que la valeur ajoutée des produits augmente, que le travail est de meilleure qualité, et que les clients sont plus exigeants. Les Américains sont très sensibles sur ces questions. Il existe un "code de conduite", qui prend en compte le nombre de WC, l'éclairage, l'aération, le nombre de portes, ...

Notre industrie de la Confection n'a que trois ans, il ne faut pas lui demander tout de suite. Je fais observer que les conditions de travail ici sont meilleures que celles que l'on trouve au Bangladesh, au Sri Lanka, en Inde, ...

Au Cambodge il y a un salaire minimum, il n'y a pas de travail d'enfants ... On devrait nous en féliciter !

Cambodge Nouveau gst
entièrément réalisé au Cambodge

Quotas : coup de frein.

Fiscalité :

on devrait nous aider !

Conditions de travail :

on devrait nous féliciter

Chronique du procès

Faut-il ou non un procès des khmers rouges ? Comment le voyez-vous ? Aujourd'hui l'opinion de Moeung Sonn, qui a vécu l'époque des khmers rouges et l'a racontée dans "Prisonnier de l'Angkar" (en 70).

"Je crois qu'il ne faut pas précipiter le procès, tant que les organisateurs ne pourront pas assurer la sécurité des témoins. **"Première difficulté** : les gens n'oseront pas parler. Il ne faut pas oublier que l'on tue facilement au Cambodge. Comment assurer la sécurité des

témoins ? Si la communauté internationale exige un procès, elle sera clairement responsable de ce qu'elle risque de déclencher.

"Deuxième difficulté : comment assurer l'arrestation des grands coupables ? Ils ont des troupes, des armes, de l'argent. Ils se

défendront.

"Troisième difficulté : attention aux relations entre Cambodgiens, aux influences, aux manipulations ! Les grands responsables peuvent menacer, manipuler, tuer, ...

"Vous me demandez si moi-même, qui ai personnellement vécu la période khmère rouge et en ai beaucoup souffert, comme tant d'autres, serais prêt à témoigner ? Si j'ai des noms de coupables à citer, si on m'en demandait ? Mais moi je n'accuse pas les exécutants. Et les

grands responsables, je ne les ai jamais vus de ma vie !

"Pour ces raisons, je suis d'accord avec Hun Sen : il ne faut pas enterrer l'affaire, mais attention à ne pas aller trop vite. Attention aux perturbations !

"Faut-il que le procès porte uniquement sur la période khmère rouge, ou sur 28 ans ? A mon avis c'est une affaire cambodgienne. Les Chinois sont intervenus, au niveau international, mais ils ont profité, comme d'autres, des faiblesses des Cambodgiens".

signes

(suite de la page 4)

beaucoup de concessions matérielles ("on lui a tout donné, hélicoptères, beaucoup d'argent, deux fois, une magnifique résidence, et déjà il trahit !" dit notre interlocuteur), le PPC a voulu un Sénat fort, pour contrebalancer les manœuvres possibles de Ranariddh à l'AN.

Car, à tort ou à raison, certains au PPC estiment que Ranariddh

n'a nullement abandonné sa rivalité avec Hun Sen, qu'il va chercher, à son poste de président de l'Assemblée nationale, à bloquer la marche du PPC. Comme président du Comité permanent, il peut beaucoup nuire ! Il y a là une source potentielle de crise, d'instabilité dont les pays de l'ASEAN sont bien conscients.

Ranariddh, dit notre interlocuteur, est très mécontent que ses gens aient accepté si facilement de devenir ministres sous

Hun Sen. Il leur en veut. Il sent ses ministres changer de bord, son pouvoir lui échapper.

Il pourrait arriver, s'il renoue avec son attitude rancunière vis à vis de ses partisans qui s'éloignent, que Sirivudh constitue une alternative pour ces nouveaux déçus du Funcinpec. Et Sirivudh de son côté ne peut s'empêcher de s'agiter, de chatouiller, d'agacer ...

C'est cette attitude de Ranariddh qui retarde le débat sur le Sénat, et qui provoque un

autre débat très dur : les mutations de gouverneurs. Pour l'instant, la discussion est bloquée.

Ce climat est profondément inquiétant, à quelques semaines de Tokyo, estime notre interlocuteur !

Très démarqué du climat de confiance qui s'installe, Sam Rainsy traduit ces inquiétudes en demandant aux bailleurs de fonds de n'accorder au Cambodge qu'une aide conditionnelle. C.n.

Les polders de Prey Nup

Décors et sujet du roman célèbre de Marguerite Duras "Un Barrage contre le Pacifique", les polders de Prey Nup (où l'on a retrouvé la trace de la maison des Donadieu), sont l'objet, 60 ans après, d'importants efforts de réhabilitation, grâce à une opération entièrement financée par l'Agence Française de Développement (AFD).

Le projet n'a pas changé : il s'agit de défendre contre la mer grâce à des digues en remblai environ 10 000 ha de terres dont les rendements se trouveront très fortement améliorés. Mais aussi une opération agricole pilote, la gestion des polders par des structures associatives.

Un entretien avec M. P. Dierickx, chargé de mission à l'AFD.

A une trentaine de km à l'est de Sihanoukville se situe la zone des polders de Prey Nup : entre la route 4, qui en constitue la limite ouest, et la mer.

La limite nord des 4 principaux polders est la RN 3, qui rejoint la RN 4 à Veal Rinh. La voie ferrée suit un tracé très proche. Deux autres polders sont situés au nord de la route 3 (voir carte).

Ce sont donc au total 6 polders, totalisant environ 10 000 ha, que l'on avait déjà dans les années 30, pendant le protectorat, voulu protéger par des digues des agressions de la mer.

Le projet de réhabilitation des polders de Prey Nup comporte deux volets distincts : en premier lieu, depuis janvier 1998, la réhabilitation du système de digues, en commençant par les quatre polders situés au sud de la route 3, soit environ 9000 ha.

En second lieu, un volet "appui au développement" doit organiser les paysans pour qu'ils puissent gérer

eux-mêmes ces polders.

Coût (provisoire) du projet : 22 mio de FF.

Ces polders sont actuellement cultivés : principalement en riz, avec aussi des parcelles d'ananas et de cocotiers dans les zones salées. Environ 6000 familles, soit de 30 à 40 000 personnes sont concernées par le projet. On attend de la réhabilitation en cours un doublement, au moins, des productions agricoles, par augmentation des surfaces cultivables, désalinisation et accroissement important des rendements.

des digues contre la mer

L'idée reste la même : des digues, en fait des remblais de terre construits à la limite de la mangrove, empêchent la mer d'envahir les cultures en cas de fortes marées et de tempêtes, mais permettent aux rivières et aux eaux de surplus de s'écouler vers la mer par des vannes.

On avait dans les années 1930 à 36 construit une ligne continue de digues, suivant la côte à la limite de la man-

grove, formant de profondes échancrures de chaque côté des rivières. Un ensemble de 75 km de remblais, isolant 6 polders, avec des vannes fermées lorsque le niveau de la mer monte, ouvertes le reste du temps. Le système semble avoir été entretenu jusque dans les années 60.

On manque d'informations pour la période Lon Nol. Quant aux khmers rouges, ils ont fait réaliser à un grand travail, le "canal 75", rectiligne, d'une dizaine de km de long, qui traverse les polders du nord au sud, certainement parce que, considérant que les digues sur la mer étaient abimées et percées, il valait mieux sacrifier toute la partie est des polders. Les khmers rouges ont fait creuser aussi 5 canaux rectilignes perpendiculaires pour évacuer les eaux qui descendent des hauteurs à l'ouest de la route.

plus difficile que prévu

On reprend maintenant le système d'origine sans le reproduire exactement : le tracé le long de la mer (ou plutôt de la mangrove) reste le même, mais pour les rivières, les nouvelles digues qui les bordent n'en suivent pas les méandres : on simplifie, on trace des canaux tout droits. Sauf pour la rivière la plus au sud, où les digues nouvelles reprennent le tracé des digues d'origine.

La réalisation, attribuée après appel d'offres à Seng Entreprise Co est difficile (voir encadré). Elle consiste, avec des excavatrices installées sur des barges, elles mêmes flottant dans la tranchée, d'abord à défricher la végétation qui a tout envahi, au point que les digues ont parfois disparu. On sépare le mieux possible les débris végétaux de la boue, qui est le matériau utilisé exclusivement pour

construire les remblais. Ces digues sont "rechargées" avec de la boue. C'est un travail assez long, parce qu'il faut "recharger" trois fois, trois couches successives de boue, avec plusieurs semaines de séchage entre chaque couche. Comme le sous-sol est très meuble, il y a un certain enfoncement chaque fois. La terre est prise uniquement du côté à protéger (ouest) non du côté mangrove.

Cette mangrove est très utile pour amortir les vagues de la mer et leurs effets destructeurs. Elle contribue aussi à dessaler l'eau de mer.

8 m3 de terre par mètre

Maintenant que les travaux ont permis des relevés topographiques plus précis, on s'aperçoit qu'il faut remuer beaucoup plus de terre que prévu. On avait estimé 4 m3 pour 1 mètre linéaire de digue principale. En réalité, on est plus près de 8 m3. L'opération coûtera donc plus cher et durera plus longtemps qu'initialement prévu.

Le chantier a commencé début 1998. On est, fin janvier 1999, à environ 40 % de réalisation. Au lieu de janvier 2000, la fin des travaux se situera plutôt en juin 2000, nous dit M. Dierickx.

vannes et écluses

Sur la ligne des digues, une vingtaine d'ouvrages en béton, qui reposeront sur des pieux en bois (voir encadré), permettent à l'eau de drainage de s'écouler vers la mer (la surface de l'ensemble est légèrement en pente). Ces vannes à clapet automatique se ferment lorsque le niveau de la mer monte.

Une fois le système terminé, la gestion de l'eau par les paysans sera l'une des clés du succès de l'opération.

En plus du volume de terre à remuer plus important que prévu, une autre difficulté est apparue : la nécessité de laisser entrer et sortir les bateaux des pêcheurs, qui pratiquent la pêche en eau douce et la pêche en mer.

Il s'agit d'une part de pirogues, pour lesquelles on peut installer des "échelles à bateau" relativement peu onéreuses; et d'autre part de bateaux plus importants, de 5/6 m, pour lesquelles il faudra construire des passages particuliers, des écluses, ouvrages relativement chers. Faute de ces passages, on a constaté que la digue a été

Seng Entreprise

C'est un chantier technique très difficile à cause du milieu que l'on travaille, reconnaissent les dirigeants de Seng Entreprise, Seng Chhay Our, président, et Vantha Seng, directrice financière. Mais ce chantier donnera à l'entreprise une exceptionnelle expérience des travaux d'hydraulique.

10 ingénieurs sont sur le terrain, et une main d'œuvre d'environ 150 personnes (qui augmentera beaucoup lorsqu'on réalisera les ouvrages en béton).

La digue extérieure, qui doit atteindre environ 1m50 au-dessus du niveau de la mer, a dû être presque complètement refaite. Elle avait par endroits disparu. A cause des fonds boueux, très mous, chaque rechargement de la digue provoque un affaisse-

ment de 40 à 50 cm. Cette digue extérieure est maintenant pratiquement achevée.

La réalisation des 18 ouvrages en béton, qui seront réalisés au même emplacement que les anciens, mais sur des plans nouveaux, pose des problèmes particuliers : comme il faut absolument éviter l'eau salée dans la composition du béton, on devra faire des batardeaux et amener l'eau douce par des citernes. Ces ouvrages reposeront sur des pieux de 4 m de long en bois imputrescible ("smach") : il en faudra 15 000. Actuellement on démolit les ouvrages anciens.

Pour les canaux intérieurs qu'il faut curer, et les digues à construire, on attend les fonds nécessaires. Comme pour les polders 5 et 6 et les ouvrages.

les polders de Prey Nup

coupée clandestinement sur 2 à 3 m ...

L'appui au développement

Techniquement, la réhabilitation des polders de Prey Nup ne suscite pas trop d'inquiétude. Son financement non plus, puisqu'il s'agit d'une opération entièrement subventionnée par l'AFD.

L'interrogation se porte plutôt sur le volet gestion des polders par la population.

Il y a là une expérience très originale et assez ambitieuse, dans laquelle le nouveau Ministère des Ressources Hydrauliques -auquel le Ministère de l'Agriculture a délégué la maîtrise d'œuvre du projet de Prey Nup-, et en particulier le ministre M. Lim Kean Hor, s'impliquent fortement.

L'appui au développement a été confié au groupe GREY-Action Nord-Sud. Il comporte quatre chapitres :

- En premier lieu, les villageois seront responsables de la gestion du système, ce qui suppose une "structuration associative chargée de l'organisation des usagers". Concrètement, il va falloir

que les villageois : - assurent ensemble, dans chaque polder, l'entretien des digues : défrichage, renforcement et réparations du remblai, curage des canaux, discipline du bétail, police (qu'il n'y ait pas de "coupures" des digues) - réagissent correctement aux variations du niveau de l'eau; - mobilisent la main d'œuvre nécessaire sur fonds collectifs; - s'organisent éventuellement entre polders pour des opérations communes importantes, ...

- Il faut d'autre part réaliser le cadastre et obtenir des droits de propriété valables, qui serviront à établir les redevances et alimenter le fonds collectif. Cette opération "cadastre", en liaison avec le Cadastre national, commence dans les semaines qui viennent.

- Le développement agricole : sur ces polders, on va expérimenter et vulgariser des techniques de riziculture intensifiée, d'une part, et de diversification des cultures d'autre part.

- Il y a enfin un volet "crédit

L'avis du technicien

Un ingénieur hydraulicien français d'Action Nord-Sud Vincent David, joue un rôle essentiel dans le projet "Polders de Prey Nup". Selon le document officiel il "assure la programmation et le contrôle technique et financier des travaux" : c'est lui qui "valide les décomptes mensuels présentés par l'entreprise". Il a aussi un rôle de "formation continue tant de sa propre équipe que des techniciens de l'entreprise elle-même".

"Les polders de Prey Nup constituent un ouvrage très original, nous dit Vincent David, pratiquement sans autre exemple. Cette digue sur le front de mer de 1m à 1m50 de hauteur, repose sur un sol argilo-silteux lui-même gorgé d'eau à 80 ou 85 %. De sorte que c'est une digue flottante, elle-même souple, sujette à oscillations et déformations que l'on construit, en matériau sulfuré, acide. Heureusement les marées ne sont pas fortes, 1 m d'amplitude maximum, et la mangrove protège bien des vagues de la mer. Les restes de l'ancienne digue, de hauteur variable, servent en somme de noyau, d'ancrage à la digue nouvelle.

"Pour que l'on puisse circuler sur la digue, même avec des véhicules, on va faire un latéritage; mais le poids maximum ne devra pas dépasser 10 tonnes.

"Dans le projet actuel nous avons 67 km à réaliser. 47 km sont, fin janvier, en voie de finition. Au total, ce sont presque 100 km de digues qu'il faudra construire.

Pour les ouvrages en béton, les vannes à clapet et les écluses, ils reposeront sur un grand nombre de pieux en bois : c'est leur nombre, et non leur enfoncement dans un sol solide, qui maintiendra ces ouvrages en place.

Pour les écluses, les études sont encore en cours. Et il reste à inventer un système de fermeture et d'ouverture des portes qui ne soit pas falsifiable ni volable.

La réalisation de l'ensemble du projet demandera sans doute des délais plus longs que prévu : au lieu de 3 ans, peut être 4 ans et demi ...".

rural". C'est EMT (Ennattien Mouletan Chonchebat), institution de micro-finance cambodgienne créée par le GREY (Groupement de Recherches et d'Echanges Technologiques) qui (comme dans le projet-pilote hétévéculture, en 107) va donner aux paysans accès à des "crédits de campagne" pour acquérir les intrants.

rallonge ?

Le projet Prey Nup est donc au total ambitieux dans les deux domaines de la technique et dans celui de la gestion collective, par les villageois, d'une surface agricole importante.

Compte tenu de la quantité de terre supplémentaire à remuer, des écluses, de l'ambitieux volet "appuis au développement", le projet devra sans doute bénéficier d'une certaine "rallonge" financière et temporelle. En particulier, deux ou trois ans supplémentaires semblent nécessaires pour le vo-

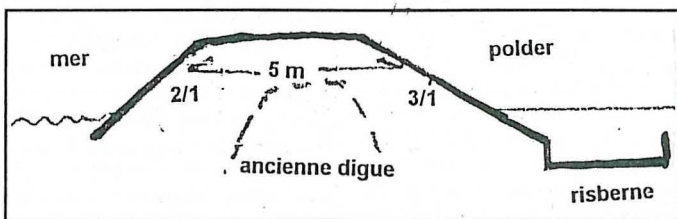
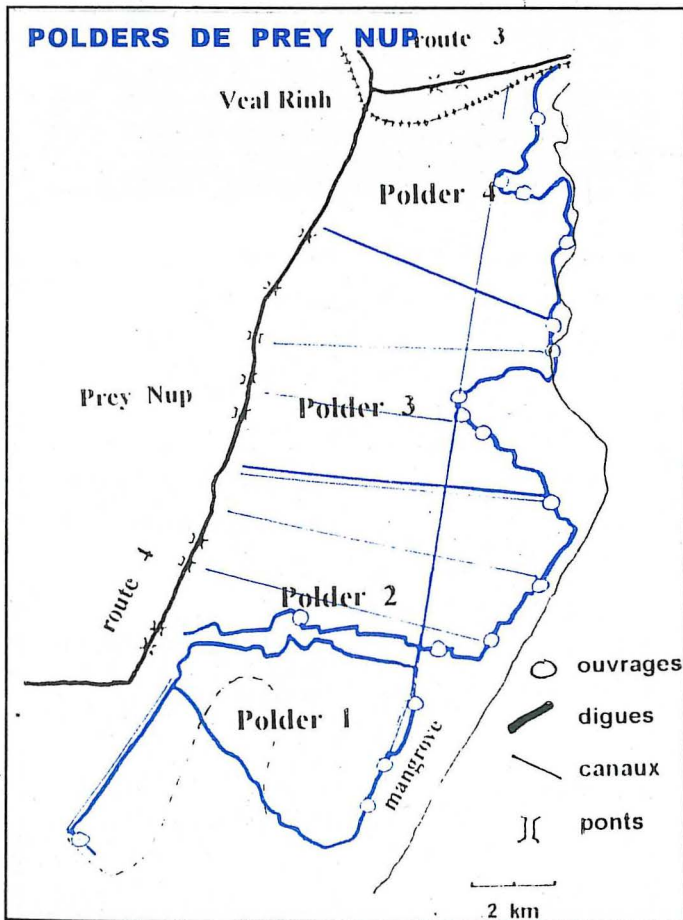
let "appui au développement".

Et quitte à remettre de l'argent dans l'opération, l'idée actuellement à l'étude à l'AFD est de réhabiliter aussi les deux polders les plus au nord, environ 2000 ha supplémentaires.

Le polder 5 a d'ailleurs fait l'objet d'aménagements sur financements locaux il y a quelques années.

La décision n'est pas prise, le chiffrage de la "rallonge" est en cours.

Cependant, "même avec les coûts supplémentaires occasionnés par les écluses et le volume de terre non prévu, l'opération reste relativement peu chère pour les résultats qu'on en attend, dit M. Dierickx. Le taux de rentabilité prévu est de 23 % sur 20 ans. Si les coûts d'investissement sont dépassés de 20 % le taux de rentabilité est encore de 20 %. En cas de "décalage" de 2 ans, il reste de 16 % : "c'est encore très élevé !".



LIVRES

**Guerre et Paix
en Asie du Sud-est**
par quinze auteurs

Quinze spécialistes de l'Asie du Sud-est, appartenant à des centres de recherche réputés : CNRS à Paris, Institut des Cultures Asiatiques de Sophia (Tokyo), Institut International des Etudes Asiatiques de Leiden, Département des Langues et Cultures de la Péninsule Indochinoise de Hambourg, ... traitent ici de sujets d'histoire se situant entre le début du XIVème et la fin du XIXème siècles.

Sur ces quinze chapitres, plusieurs concernent le Cambodge.

En quelques pages Pierre Lamant rappelle que l'extension de la présence française dans la péninsule (à partir de l'occupation de Saïgon le 18 février 1859) "a (...) dans le cas du Cambodge mis fin à une situation de fait et elle a arrêté la marche d'un processus historique dangereux pour l'avenir du royaume".

La situation de fait était "la double suzeraineté sur le Cambodge du Siam et du Vietnam". Et le processus historique le risque croissant d'un partage du Cambodge entre ses deux voisins.

P. Lamant rappelle les premiers tâtonnements de la France, qui alors ne savait rien du Cambodge; le rôle de Mgr Miche auprès du roi Ang Duong puis de son fils le roi Norodom, réfugié à Bangkok à cause d'une révolte de ses frères; son rétablissement sur son trône de Udong par l'armée siamoise; la mainmise des Siamois sur tout le territoire du Cambodge; la décision du vice-amiral Bonard, gouverneur de Cochinchine, en septembre 1862, de remplacer la suzeraineté du Vietnam au Cambodge par celle de la France ...

Du traité du 15 juillet 1867 par lequel "le Siam reconnaissait le protectorat français sur le Cambodge et renonçait à tous ses droits sur ce dernier pays" et qui attribuait au Siam les prov-

inces khmères de l'ouest, Pierre Lamant estime qu' "il reposait sur une erreur historique et était une faute politique car à aucun moment le roi du Cambodge ne fut consulté". [ce n' est qu' en 1902 et 1907 que les provinces du nord et celles de l'ouest furent récupérées].

Il note en conclusion que le périple pour le Cambodge n' a pas disparu : "(...) on peut penser que le processus historique, assoupi, s' est réveillé. L' intervention internationale a évité le pire, mais l' avenir n' est pas assuré".

Très intéressant contrepoint de Sorn Samnang, professeur à l' UPP.

Si le traité du 11 août 1863 signé entre l' amiral de Lagrandière et S.M. Norodom était la meilleure solution au "problème de survie dynastique et nationale du Cambodge", si cette "solution française" qui "respectait la dignité de l' Etat protégé" était "acceptable" de l' avis de Norodom Sihanouk, un "correct échange de services", en revanche la Convention de 1884 relève d' un esprit tout différent : elle impose au roi l' acceptation de "toutes les réformes administratives, judiciaires, financières et commerciales auxquelles le gouvernement de la République française jugera à l' avenir utile de procéder (...)". Et ce n' est là, des 11 articles de la Convention, que le premier !

S' ensuivent des insurrections dans les provinces de Kompong Svay, Thbaung Khmum, Kampot ... auxquelles le roi pourrait bien avoir prêté la main. Par son habile politique, le souverain parvient, à partir de janvier 1887, à recouvrer une grande partie de ses pouvoirs et de ses revenus ("sauf les produits de l' opium, des alcools et des douanes" qui restent au Trésor français). Redressement de courte durée : en 1897 commence, selon l' expression d' A. Forest, "la colonisation sans heurts".

Guerre et Paix en Asie du Sud-Est, 15 auteurs sous la dir. de Nguyễn Thê Anh et Alain Forest, 335 p., cartes, L' Har-mattan, 1998.

Cet **INDEX 1999** comportera comme chaque année des **Annonces Publicitaires**, en noir et blanc et en quadrichromie. Réservez dès à présent un emplacement !

Sur demande : un exemplaire de l' **INDEX 1998**, et les tarifs.

CAMBODGE NOUVEAU

constitue une petite encyclopédie du Cambodge contemporain dans les domaines de la Politique, de l' Economie et des Finances, constamment mise à jour, sans équivalent dans la presse - ni ailleurs.

Accident de la route? Etes-vous assuré? Pas de problème appelez Indochine Insurance.



- Indochine Insurance offre :
- Automobile
 - Un service efficace et rapide
 - Des experts pour vous
 - Motocyclette
 - Santé
 - conseiller sur :
 - Accident du travail
 - Evaluation des risques
 - Aviation
 - Expertise des sinistres
 - Transport de marchandises
 - Prévention
 - Assistance rapatriement, etc...

Notre gamme comprend :

- Tous risques chantiers
- Incendies et risques divers

indochine
INSURANCE
FULL COVER, TOTAL CONFIDENCE

Indochine Insurance #55, Street 178, No Problem Park, Phnom Penh Tel. 428 905/368 050/428 513/982 474 Fax 428 338

Agent pour Assurances Générales de France (AGF) IART • American International Group (AIG) • The Cambodian National Insurance Company (Caminco) • Cigna • Journeymen Services • Lloyd's of London • SCOR Re • Sunnichsen Scandinavia Group (SSG) • Willis Faber Dumas

INDEX 1999

Comme chaque année

CAMBODGE NOUVEAU

fera paraître en mars l' **INDEX** de tous les articles parus depuis le n° 1 en février 1994.

Les 15 rubriques de l' **INDEX 1999** vous permettront de retrouver facilement, dans les 110 numéros qui auront paru en 5 ans, la personnalité, le responsable, l' interview, le secteur économique, l' entreprise, le sujet, la circonstance, le livre, le chiffre... dont vous avez besoin.